

COP 28

YARA

Consommation

Un statut quo ou presque

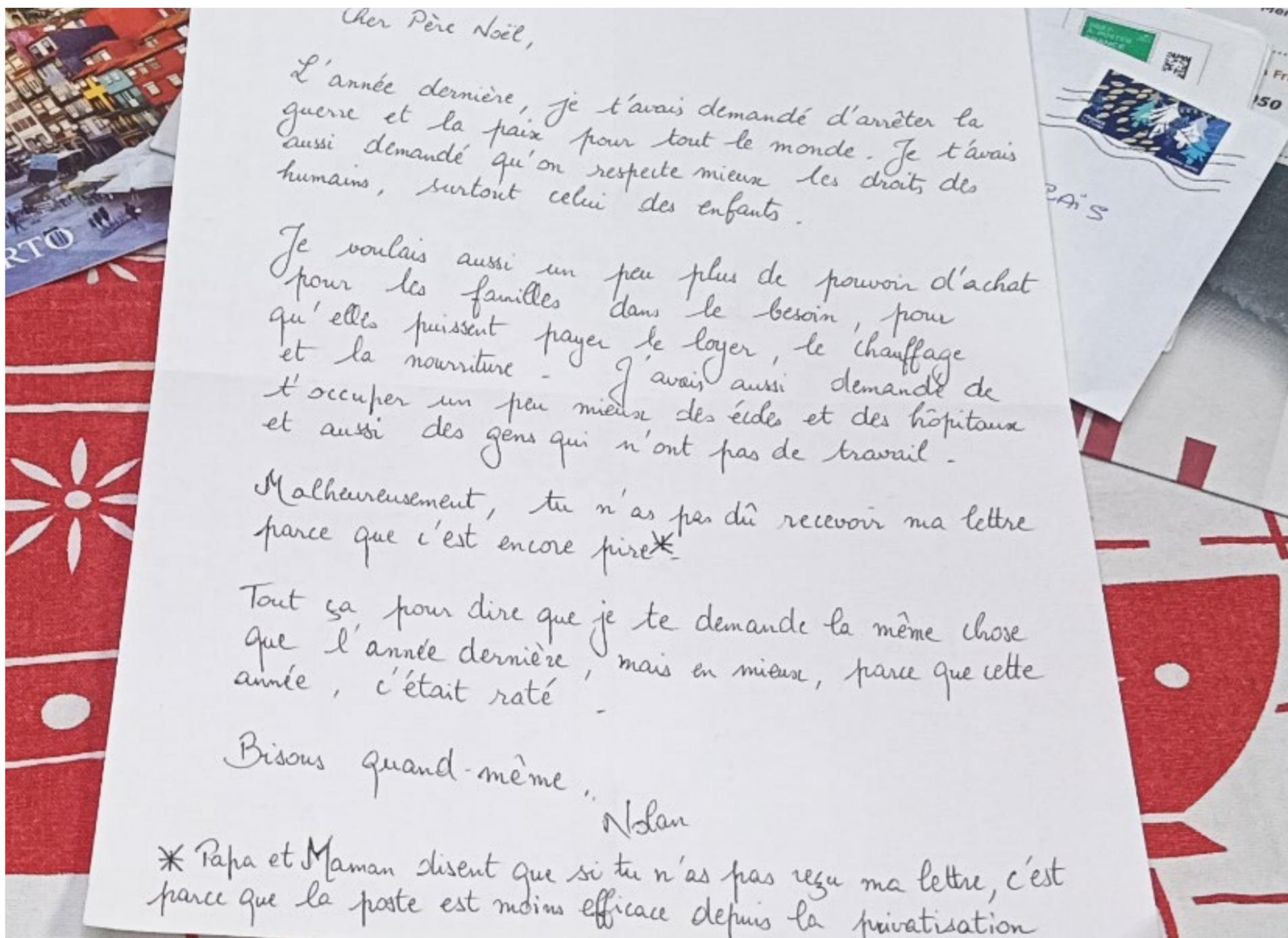
Préserver la production

Toujours plus de profit

P.2

P.5

P.7



Édito :

L'année 2023 se termine avec la disparition d'Henry Kissinger presque 50 ans exactement après les crimes dont il s'était rendu complice au Chili en accompagnant la dictature Pinochet. Kissinger était l'homme de l'ombre de l'administration américaine, anticommuniste féroce, instigateur de la grande boucherie au Vietnam. Il incarne par les expérimentations qu'il a initiées la double bascule d'un capital qui ne lésine plus avec les pactes sociaux d'après-guerre et la mutation d'un fascisme de nouvelle génération assumant parfaitement le libéralisme et réservant à l'État les tâches de coercition.

Or ce sont les mêmes autoritarismes libéraux qui triomphent en plusieurs endroits du monde, participant au gouvernement (souvent avec le leadership) jusque dans six pays d'Europe. Observer cet état des forces, c'est accepter le réel qui reste à transformer et considérer le camp qu'il reste à reconstruire : une gauche du travail, ancrée dans le réel qui ne se résigne pas à singer populismes et vils instincts, fussent-ils dans l'air du temps.

De ce point de vue, la décision du Parti communiste de rompre avec le groupe dirigeant de LFI, cadennassé derrière un Mélenchon en roues libres brutalisant tout ce qui le conteste, était attendue et nécessaire. Pour que la gauche puisse se rassembler et gagner à nouveau précisément. « Le Parti communiste s'honore de n'obéir qu'à une préoccupation exclusive : servir la cause du peuple. Le Parti communiste s'honore de ne connaître qu'un seul mot d'ordre : UNIR. », indiquait Maurice Thorez dans une France menacée par une extrême droite aussi féroce aujourd'hui qu'hier.

C'est l'appel que nous formulons avec Fabien Roussel, dans les discussions soutenues avec l'ensemble des forces de gauche... qui devraient par ailleurs se réjouir du regain d'intérêt pour le Parti communiste et de la popularité de son secrétaire national. Que chacun creuse son sillon pour permettre les récoltes communes, à l'image des élections européennes où chaque étude indique que la gauche peut arracher d'avantages de député.e.s en présentant plusieurs listes.

Avec Léon Deffontaines, nous voulons l'an prochain faire à nouveau élire des communistes français au Parlement européen et avec eux des femmes, des hommes utiles au monde du travail, à ses luttes, à ses espoirs, qui ne s'effacent ni devant la menace fasciste ni devant le train des réformes anti-sociales.

« Nos étoiles primordiales sont la lutte et l'espoir » indiquait le poète communiste chilien Pablo Neruda en recevant le prix Nobel de littérature. Ajoutant aussitôt « Il n'y a pas de lutte solitaire ni d'espoir solitaire. En chaque homme se réunissent les époques lointaines, l'inertie, les erreurs, les passions, les urgences de notre temps, la vitesse de l'histoire. »

Je souhaite à celles et ceux qui nous lisent d'heureuses fêtes de fin d'année, en famille, entre amis, auprès de nos anciens. Et que chacun.e d'entre nous revienne en pleine santé pour l'an qui vient, pour affronter les urgences de notre temps et faire briller nos étoiles primordiales. Ensemble !

Aymeric SEASSAU

Grève du secteur automobile aux États-Unis



Après une démonstration de force tant par la mobilisation des salariés syndiqués que dans la stratégie mise en place, **le mouvement de grève dans le secteur automobile nord-américain se conclut par de véritables avancées pour l'ensemble des travailleurs du Big Three que forment les constructeurs Ford, Stellantis et General Motors.** Au bout de six semaines de lutte sociale menée par le syndicat United Auto Workers et les blocages tactiques des sites de production des modèles les plus vendus sur le sol américain, la ratification d'une nouvelle convention collective signe le succès d'une grève sans précédent.

À la clé, **une augmentation salariale de 25 % échelonnée sur les quatre prochaines années et une**

compensation liée à la hausse du coût de la vie pour l'ensemble des personnels des trois géants de l'automobile américaine. Désormais l'UAW s'engage dans **une immense campagne de syndicalisation avec l'objectif de s'étendre aux employés des constructeurs automobiles opposés à la syndicalisation.** Dénonçant l'évolution des bénéfices et des rémunérations chez d'autres grands groupes de ce secteur d'activité que sont Toyota, Hyundai, Mazda, Volkswagen, Mercedes mais également les constructeurs américains de véhicules électriques comme Tesla et Lucid.

L'écho de cette grève a aussi traversé l'Atlantique : en Suède le bras de fer est engagé entre les employés et la direction de Tesla.

Venezuela-Guyana

Un contentieux qui resurgit



Il semblerait que les temps soient favorables aux revendications territoriales tous azimuts de la part de régimes autoritaires qui profitent ainsi des désordres mondiaux qui enflamment la planète. Alors que les yeux sont braqués sur le conflit au Moyen-Orient et sur les menées guerrières de la Russie en Ukraine, Nicolás Maduro, le président de la République bolivarienne du Venezuela depuis 2013, est en train de remettre en surface un vieux contentieux avec le Guyana concernant la région de l'Essequibo. Il se trouve que ce territoire – presque 160 000 km² tout de même, possède d'immenses ressources naturelles : or, aluminium, diamant, fer, bauxite, cuivre...

Vieux contentieux puisque le Guyana faisait partie au XIXe siècle du Venezuela, mais faisant régulièrement l'objet d'incursions de la part de la colonie britannique voisine. En 1899, un traité est signé au détriment du Venezuela et il faudra attendre 1966 et l'indépendance du Guyana pour que s'instaure un *statu quo*, concernant notamment l'exploitation des ressources naturelles.

La découverte en 2015 d'une cinquantaine de gisements de pétrole va bousculer les compromis et le Guyana va se mettre à augmenter fortement son exploitation, au bénéfice notamment de la compagnie américaine ExxonMobil. Considérant que le Guyana a délivré « des concessions de manière illégale et arbitraire » la contestation grandit du côté du Venezuela et les relations frontalières se tendent. Le 23 novembre, le vice-président guyanais Bharrat Jagdeo a évoqué la possibilité d'établir des bases militaires coadministrées avec les Américains en plein Essequibo.

C'est dans ce contexte que le gouvernement de Maduro* organisait, le 3 décembre, un référendum qui demandait aux citoyens vénézuéliens leur position au sujet du territoire revendiqué et dont les résultats ont été largement en faveur de l'inclusion de l'Essequibo au Venezuela. **On a peine à imaginer que les choses puissent en rester là.**

* Pour rappel, la direction du Parti communiste vénézuélien affirmait que le gouvernement de Maduro était « autoritaire et antidémocratique » et regrettait la dérive libérale de plus en plus manifeste du régime. Depuis, le PCV, longtemps allié du pouvoir chaviste, a été décapité.



COP 28 : un statut quo ou presque

Après d'âpres discussions, une fumée blanche est enfin sortie de la conférence pour le climat de Dubai : la COP28. **Cette 28e conférence internationale qui a réuni 200 pays**, sous l'égide de l'ONU et de son programme sur les changements climatiques, devait se terminer par **la signature d'un accord international ambitieux** sur la sortie des énergies fossiles d'ici 2050. C'était l'objectif affiché de l'ONU et des organisations de défense de l'environnement, des pays européens, de pays d'Amérique du Sud, d'États insulaires déjà victimes du bouleversement climatique et de la montée des eaux. Même les États-Unis, tenants d'un double discours en matière d'écologie, étaient déterminés à inscrire la sortie des énergies fossiles dans leur agenda, sans doute pour marquer un clivage politique fort à un an des élections présidentielles et de la candidature de Donald Trump.

Cette détermination n'était pas du tout du goût de l'Opep, les pays exportateurs de pétrole, menés par l'Arabie Saoudite, pour qui une sortie des énergies fossiles serait contraire à leurs intérêts économiques et géopolitiques. Jusqu'au dernier moment, ces réfractaires à la sortie du pétrole, du gaz ou du charbon ont résisté au rapport de force imposé par la communauté internationale. Ils ont finalement réussi à infléchir l'accord, en deçà des attentes initiales, ce qui arrange bien les puissances qui tirent une grande partie de leurs richesses à partir de l'exploitation des ressources naturelles du sous-sol : USA, Chine, Russie ou Allemagne. Elles se sont bien gardées de contester l'issue des négociations et se félicitent de l'aboutissement d'un accord pourtant *a minima*.

En effet, dans le texte final le terme « sortie » des énergies fossiles est remplacé par « transition hors ». Les mots ont un sens et **la présidence émiratie de la COP, responsable des négociations, aura réussi à trouver un consensus au rabais** qui désormais ambitionne de « s'éloigner » peu à peu des énergies fossiles alors que

l'urgence climatique presse le monde d'agir vite. Pour le sultan Al Jaber, président de la COP28, ministre de l'industrie des Émirats Arabes Unis et PDG d'un grand groupe pétrolier, « il s'agit d'une décision historique pour accélérer l'action climatique ». Autrement dit, la COP28 a pris la mesure de l'urgence mais dans les faits rien de bien nouveau. Les nombreux lobbyistes présents ont naturellement poussé pour que les discussions s'achèvent sur un petit dénominateur commun. Les Jeux asiatiques d'hiver 2029 se dérouleront toujours en Arabie Saoudite.

Au final, **le texte constitue une mise en forme de déclarations d'intentions mais chaque État demeure libre de mettre en œuvre ses engagements.** Aucune sanction n'est prévue pour les pays qui ne respecteraient pas la feuille de route. Même le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a dû modérer la satisfaction de circonstance des dirigeants du monde en taclant : « Je tiens à dire que la sortie des combustibles fossiles est inévitable, qu'ils le veuillent ou non. Espérons qu'elle n'arrive pas trop tard. »

Malgré le changement climatique, la course aux profits sur l'énergie est bel et bien réelle. Le capitalisme déstabilise le monde et les phénomènes liés au changement climatique s'accroissent. Des îles sont submergées, les sécheresses sont de plus en plus intenses et fréquentes, les inondations aussi. Ce sont les populations les plus vulnérables, les plus fragiles, les plus pauvres qui subissent ces catastrophes. **Il est venu le temps d'un changement de mode de production pour éradiquer les inégalités et les injustices, pour construire une planète durable. L'alternative au capitalisme est en cela une nécessité absolue.** Cela nécessite des moyens financiers exceptionnels. C'est toute l'ambition du plan climat 2050 du PCF aujourd'hui en débat.

Argentine : l'extrême-droite au pouvoir

L'économiste d'extrême droite, ultralibéral et qui se présente comme « antisystème », l'a emporté avec plus de 55 % des suffrages face au candidat du centre droit Sergio Massa. Il a pris ses fonctions le 10 décembre dernier. **Javier Milei est arrivé au pouvoir dans un contexte économique catastrophique pour la population argentine : l'inflation a atteint 124 % en août dernier.** L'année 2023 se conclura par une récession d'au moins 3,5 %. La survie est devenue un combat quotidien pour au moins la moitié des salariés et des retraités. **40 % de la population de la troisième puissance économique d'Amérique latine vit aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté.** Le peuple argentin subit depuis des décennies des crises économiques, politiques et sociales.

Dans ce contexte Milei a fait campagne sur l'insécurité, l'inflation et tout ce que représente l'État. Son programme antisystème et libertarien poussé jusqu'à l'anarcho-capitalisme a séduit une majorité d'argentins, surtout des jeunes hommes de la classe moyenne urbaine. Ses insultes, son dédagisme envers l'ensemble de la classe politique, ont fait mouche dans une société qui n'en peut plus de vivre dans de telles conditions. Mais l'avenir du peuple argentin risque d'être encore plus sombre : il veut tout déréglementer au sein de l'État par son slogan de le trancher « à la tronçonneuse », outil qu'il apportait dans ses meetings de campagne. **Il souhaite dollariser l'économie et abandonner le peso, lutter contre toutes formes de communisme. Il veut criminaliser l'avortement, légaliser la vente d'armes et la vente d'organes.**



L'effet ciseaux dans les budgets des départements

Comment proposer un budget sincère pour 2024 ?

Le président de l'association Départements de France, François Sauvadet, avait prévu il y a un an : **en 2023, cela devrait passer, mais à partir de 2024, c'est incertain.** « L'année 2023 nous fait craindre le retour de l'effet de ciseau avec une chute des recettes et une évolution des dépenses ».

Ainsi, l'ensemble des départements français sont touchés à plus ou moins grande échelle par des recettes de fonctionnement en baisse et des dépenses contraintes en forte hausse. Et **sans autonomie financière suffisante, certains territoires vont décaler le vote du budget 2024 pour se donner le temps de trouver des solutions** et les petites communes seront probablement en première ligne à travers la dotation de solidarité rurale et la dotation d'aménagement rural qui tend à fortement se réduire.

Dans les Ardennes, l'État impose près de 14 millions d'euros supplémentaires de dépenses au budget 2024 du département. En Loire-Atlantique, il manque 100 millions pour boucler le budget. Pour l'Hérault, les recettes liées aux droits de mutation à titre onéreux (DMTO) devraient être en baisse de 50 millions et avec la perte des recettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), remplacée par une portion de TVA, **c'est encore quelques millions qui disparaissent des budgets sans compensation de l'État.** L'inflation ainsi que la revalorisation de 4,6 % du RSA (revenu de solidarité active) décidée à partir du 1er janvier 2024, viendront elles aussi encore plomber les comptes.



Pour le moment, **seuls la Loire-Atlantique et la Charente-Maritime ont annoncé le report du vote du budget 2024.** Pour Michel Ménard, président (PS) du département de Loire-Atlantique, et Ali Rebouh (PS) en charge des finances, **impossible de présenter un budget équilibré et sincère car, contrairement à l'État, les collectivités ont l'interdiction de faire de la dette pour le fonctionnement, même si la capacité de désendettement reste très faible (sous les trois ans).**

Du côté des recettes, pas de miracle possible : de réforme en réforme, l'autonomie financière des collectivités et plus particulièrement des départements a été réduite à peau de chagrin. Les régions en sont rendues à augmenter la taxe sur les certificats d'immatriculation : 31 % en Normandie, 19 % en Île-de-France ou encore 10,4 % en Centre-Val-de-Loire. Mais ici, impossible de trouver des dizaines de millions d'euros en nouvelles recettes. **Le risque est fort de voir un nombre important de départements sabrer dans les dépenses les moins contraintes** (aide aux communes, services publics décentralisés, service d'urgence, entretien des collèges et des routes...)

La perte d'autonomie va plus loin qu'un simple débat budgétaire : **elle pose la question de la démocratie locale et de l'accès aux services publics pour les habitants éloignés des centres urbains. Le triptyque Métropole, Région, État s'impose non par les urnes, mais par les projets de loi de finances** qui, pour rappel, sont passés à coup de 49,3.

Assemblée des femmes au siège du PCF

Extraits de l'introduction

« C'est un honneur mais aussi un plaisir que d'avoir l'occasion, au nom du collectif Vie du Parti, d'ouvrir aux côtés de ma camarade Shirley cette Assemblée des femmes, assemblée voulue de longue date et qui, lors de notre dernier congrès national, à Marseille, est devenue réalité. (...) »

L'idée est simple : dans un parti comme le nôtre, vieux de 100 ans et où les femmes, plus que n'importe où ailleurs, ont joué un rôle essentiel, **comment peut-on avoir encore trop peu de femmes en responsabilité, à tous les échelons de notre parti ?**

Pourtant l'engagement des femmes dans notre parti n'est pas nouveau. Déjà, au Congrès de Tours, elles étaient nombreuses à être déléguées, dans une France d'après Première guerre mondiale, où elles ont fait tourner le pays pendant qu'une grande partie des hommes était au front. Nombreuses encore en 1936 au cri de « pain, paix, liberté ! », nombreuses à s'engager dans la Résistance et à combattre au prix de leur vie l'occupant nazi, nombreuses encore en 1968 dans les mobilisations ouvrières massives, dans les luttes, bref, dans tous les combats de notre parti, tous les combats du mouvement ouvrier.

Alors comment analyser le fait que nous soyons encore si peu nombreuses en responsabilité dans les différents échelons de notre parti ? (...) Il ne s'agit pas de dépeindre un tableau exclusivement noir de la situation : **notre parti, sous l'impulsion de ses militantes, mais fort heureusement pas seulement, cherche à dépasser cet état de fait, et être pleinement un parti féministe, pas uniquement dans ses propositions, mais aussi dans sa composition.**

Cette Assemblée, qui revêt un caractère historique pour notre parti, est un signal fort envoyé à la fois à toutes les adhérentes mais aussi et plus largement à toutes celles qui ont vocation à le

devenir. Je tiens, d'ailleurs, à saluer votre présence nombreuse aujourd'hui, signe de la vitalité féminine de notre parti, mais également l'importance de nous retrouver aujourd'hui. (...) »

Tout d'abord, sachez que nous avons entrepris un vaste travail de recensement, fédération par fédération, pour avoir une photographie précise et non fantasmée du parti tel qu'il est réellement. **Car partir du réel pour le transformer, tel est l'essence même de ce que nous sommes.** Je tiens d'ailleurs à saluer mes collègues, femmes, de la Vie du parti : Véronique, Clara, Rachel et Léna. (...) »

Plusieurs leviers d'action sont à notre disposition comme notamment amplifier, sous l'impulsion de Clara, notre politique de formation des cadres. Cela implique que nous travaillions les compositions des différents stages de formation, localement et nationalement.

Nous pouvons agir aussi sur des freins externes, comme nous l'avons d'ailleurs fait nationalement, pour permettre des modes de garde pour les enfants, tant nous savons que les femmes sont souvent les premières impactées, lors notamment des séparations. (...) »

Mes amies, mes camarades, les tâches que nous devons relever sont nombreuses, mais précieuses et essentielles pour notre parti, pour notre idéal communiste. **Car si les femmes sont les prolétaires des hommes, en se libérant de leurs chaînes, les femmes participeront à l'émancipation de toutes, mais aussi de tous ! »**

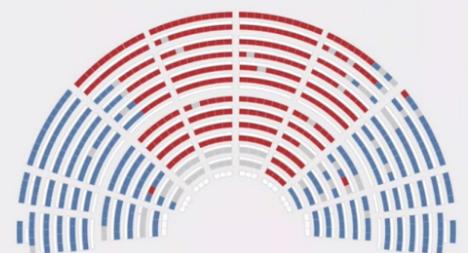
Maud Jan, responsable nationale à la féminisation, le 9 décembre 2023



Motion de rejet

Projet de loi immigration

548 votants	535 exprimés
268 majorité absolue	
270 POUR	265 CONTRE



« Le jeu du pire », quelle étonnante réaction de la part du Président de la République ! **Le rejet du projet de loi immigration à l'Assemblée nationale est effectivement le rejet du pire car en présentant ce texte, Gérald Darmanin et le gouvernement ont bien fait preuve de la pire des volontés.**

Celle du populisme primaire et du jeu de la haine que l'on rapporte plus souvent au Rassemblement National, voire à certains membres du parti des Républicains...

D'abord au Sénat, où la droite domine, la cruauté s'est emparée des débats pour amender un texte déjà bien bas. Et ce sans soucis du respect constitutionnel, exprimant les désirs inhumains d'une droite toujours plus soucieuse de récupérer l'électorat du RN. Avant d'arriver à l'Assemblée nationale, le projet de loi immigration se voit donc accaparé par LR.

Par la suite, le passage du texte à la Commission des lois a certes retiré quelques ignominies, comme si le gouvernement voulait se réapproprier son projet de loi tout en conservant les faveurs de la droite, sans succès...

Désormais le projet se voit porté en Commission Mixte Paritaire où se réuniront sept députés et sept sénateurs ce lundi à dix-sept heures afin de travailler sur un nouveau texte à présenter au Sénat et à l'Assemblée. **Uniquement si un accord est trouvé au cours de la CMP.** Encore une fois le gouvernement devra entrer en négociation avec le parti des Républicains, encore une fois le jeu du pire est à prévoir...

Guerre à Gaza

Manifestations pour la Paix



Le conflit israélo-palestinien perdure de manière préoccupante. **En effet, il y a eu plus de 18 000 morts à Gaza depuis le 7 octobre.** Les mobilisations en faveur de la paix s'organisent à l'échelle internationale pour mettre fin au massacre des civils.

À l'échelle locale de la Loire-Atlantique comme dans le reste de la France, les communistes mobilisent leurs forces. Des rassemblements statiques ou des manifestations sont organisés de manière régulière à l'appel des organisations progressistes. **Ces manifestations arrivent à rassembler, malgré l'essoufflement du mouvement social que nous avons connu à la suite des mobilisations contre la réforme des retraites.**

Face à la catastrophe humanitaire qui se déroule sous nos yeux, le sentiment d'horreur est tel que, malgré le nombre conséquent des appels à manifester, celles et ceux qui crient des slogans pour un cessez-le-feu et pour la paix restent nombreux dans la rue.

Élections professionnelles

La CGT remporte les élections haut la main !



Les travailleurs portuaires du Grand Port maritime Nantes-Saint-Nazaire, les agents du GPMNSN ainsi que ceux du GMOP (opérateurs privés) étaient appelés aux urnes le 6 décembre dernier pour leurs **élections pour le Comité social et économique**. Ces élections ont pour objectif politique de déterminer les représentativités syndicales, d'élire les représentants du personnel, de participer aux négociations locales et nationales. La participation des salariés des quatre collèges : ouvriers et agents de maîtrise, employés et techniciens, marins d'appui et officiers marins, ainsi que celui des cadres, a été particulièrement forte avec 86,5 %.

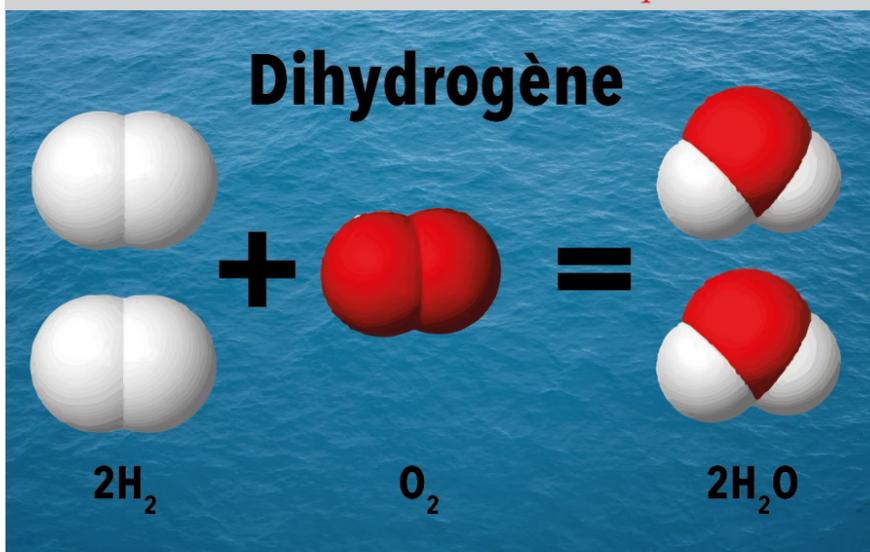
Les enjeux liés au développement du port et aux conditions de travail des agents ont beaucoup mobilisé. Les résultats ont confirmé la place de la CGT comme première organisation syndicale du port. Dans le collège

des cadres, qui réunit l'encadrement, les officiers de port et leurs adjoints, la CGT obtient 23 % des suffrages contre 20 % auparavant. Elle progresse et est à nouveau représentée dans ce collège, une première depuis 40 ans ! Selon Pascal Pontac, syndicaliste du port, « la CGT estime avoir encore des marges de progression chez les cadres ». Mais c'est dans les autres collèges que l'organisation syndicale obtient 100 % des voix, même chez les opérateurs privés.

Un carton ! Au total, la CGT détient 79,33 % de la représentativité au Grand port maritime et progresse de 1,5 % depuis la dernière élection en 2019. La CFE CGC totalise 19,18 % de la représentativité et FO 1,49 %. Chez les opérateurs privés, la représentativité du syndicat culmine à 99 %.

Hydrogène vert

Installations en Loire-Atlantique



Fondée en 2017, l'entreprise Lhyfe produit de l'hydrogène vert, ce qui consiste à « casser » des molécules d'eau à l'aide d'un courant électrique, via un électrolyseur, afin d'en extraire le dihydrogène H_2 . Pour que cet hydrogène soit considéré comme « vert » ou renouvelable, l'électricité utilisée doit être elle-même décarbonée. Cette énergie verte contribue ainsi à la réduction des émissions de carbone, notamment dans le domaine industriel. Elle participe ainsi à la lutte contre le changement climatique.

Installée d'abord chez nos voisins vendéens près du parc éolien onshore de Bouin, cette entreprise a ensuite développé des sites de production ailleurs en France et se projette pour les années qui viennent en Europe.

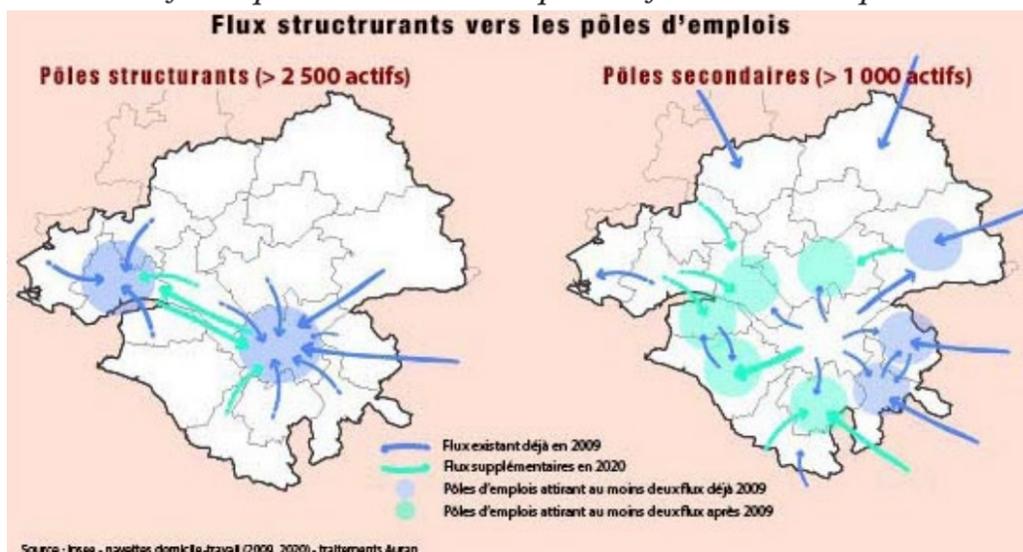
Poursuivant son développement, cette fois en direction de l'éolien offshore, Lhyfe a inauguré en septembre une plateforme flottante à Saint-Nazaire. Cette plateforme sur barge transforme l'eau en hydrogène grâce à l'électricité produite par une des nouvelles éoliennes au large. Cette première installation visait à démontrer la viabilité de la technologie en œuvre avant d'envisager un déploiement industriel à grande échelle, prévu en 2024.

Par ailleurs, le Grand Port maritime Nantes-Saint-Nazaire vient d'accorder douze hectares sur son site de Montoir-de-Bretagne à l'entreprise Lhyfe pour y construire une nouvelle usine. Celle-ci devrait produire à terme 30 000 tonnes d'hydrogène par an.

Or, comme l'ensemble du site industriel de Nantes-Saint-Nazaire représente à lui seul 8 % des émissions industrielles françaises, un tel développement sur le territoire d'énergies décarbonées est une bonne nouvelle.

Mobilités en Loire-Atlantique

Toujours plus de kilomètres pour rejoindre les emplois



L'Aurant (Agence d'urbanisme de la région nantaise) nous livre une nouvelle synthèse sur les déplacements quotidiens des travailleurs de Loire-Atlantique. Cette étude apporte un éclairage sur l'évolution des modes de transport et sur l'emploi entre 2009 et 2020.

Premier constat, le nombre d'emplois a fortement augmenté, de 14,6 % dans le département ; les 83 369 emplois supplémentaires ont un impact sur la mobilité et leur répartition continue de se polariser, notamment à Nantes et Saint-Nazaire : « En 2009, il y avait 1,25 emploi pour 1 actif à Nantes Métropole, et 1,28 en 2020. À Saint-Nazaire Agglo, on est passé d'un ratio de 1,26 à 1,28 en 11 ans. »

L'évolution de la distance moyenne pour aller travailler s'allonge de deux kilomètres par jour et plus de la moitié des 19 millions de kilomètres parcourus le sont pour occuper des emplois situés dans la métropole nantaise.

Si on s'intéresse aux nouveaux flux qui émergent, on peut identifier les territoires dont l'attractivité est forte par la présence de nombreux emplois ou pour la facilité de trouver un logement qui ré-

ponde aux besoins des foyers.

Les parts modales sont évidemment une question centrale à l'heure de la décarbonation de l'économie. Mais le constat n'est pas révolutionnaire. Lorsqu'on cumule la part modale du vélo et celle de la marche, on atteint 11 %, les transports en commun progressent seulement d'un point et l'automobile régresse de 4 %. Pourtant, les flux de la métropole nantaise devraient permettre de faire mieux, notamment à l'extérieur de la métropole où l'automobile représente 84,9 % des déplacements, soit deux points de plus qu'en 2009. « Ce lien emploi/logement, la voiture est restée ces dix dernières années la réponse la plus évidente, surtout pour les emplois situés en dehors de la métropole nantaise. L'éclairage apporté par l'Ille-et-Vilaine, le Bas-Rhin et la Gironde confirme qu'il s'agit d'une dynamique globale. »

Le vivier d'emplois nécessaire aux deux grands pôles du département s'étend donc toujours plus loin de leurs frontières. La question de la répartition des emplois se pose, tout comme celle des transports en commun en dehors de ces pôles.

Le rachat se transforme en grande distribution

Grève des salariés du groupe Casino

Depuis de nombreux mois, l'avenir du groupe Casino et de ses milliers de salariés, 200 000 dont 50 000 en France, s'assombrit et ce malgré un processus de reprise acté en mai dernier. En effet, sous l'égide du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, un consortium s'est formé pour le rachat du groupe. Ce dernier avait déjà investi depuis 2019 et possède déjà 10 % du capital de Casino, en plus de ses investissements dans le groupe Fnac Darty, la société d'édition Éditis et de nombreux magazines comme Marianne, Elle et Télérama.

Si l'offre de reprise s'orientait vers un rachat en vue de maintenir les 52 hypermarchés et 291 supermarchés Casino, l'actualité évoque maintenant une vente à la découpe selon les marques d'intérêts portées par d'autres enseignes de la grande distribution telles que Auchan, Intermarché et Lidl. Au-delà des structures de vente, le groupe possède aussi son siège et toute une chaîne logistique qui emploie près de 5 000 personnes sur le territoire français. Les ef-

fets d'une vente morcelée auront donc des répercussions directes sur l'emploi, mais également sur les conditions de travail pour tous les salariés qui bénéficient actuellement d'une convention collective supérieure vis-à-vis des enseignes concurrentes... En parallèle le rachat du groupe Casino possède un attrait financier important pour ses filiales : Naturalia, Cdiscount, Franprix et Monoprix, qui malgré des fluctuations économiques, génèrent tout de même une rentabilité régulière.

La reprise du groupe par le consortium sera effective en mars 2024 alors que la procédure de sauvegarde accélérée vient d'être prolongée jusqu'en février par le tribunal de commerce. Les employés du groupe sont entrés dans un mouvement de grève à partir du 5 décembre et ce jusqu'à la fin du mois. Pendant ce temps, le consortium a d'ores-et-déjà annoncé aux syndicats revenir sur sa volonté de conserver les grandes surfaces mais plutôt les céder aux concurrents pour s'en délester.



Bras de fer pour préserver la production Yara à Montoir



Une délégation de la direction départementale du PCF, composée de Robin Salecroix, Pedro Maia et Cédric Turcas s'est rendue à la rencontre du syndicat CGT de l'usine Yara à Montoir-de-Bretagne pour faire le point sur la situation, sur la mobilisation des salariés et apporter le soutien des communistes à leur lutte.

Face à la décision de la direction de supprimer 139 postes de travail et de mettre fin à la production d'engrais azotés, les salariés et leurs organisations syndicales entendent construire le rapport de force pour négocier le maintien des emplois et de la production. Le bras de fer avec le groupe norvégien est engagé. Les livres de négociations, dans le cadre du Plan de sauvegarde de l'emploi sont ouverts, il se poursuivra jusqu'à la mi-avril. Les représentants du personnel entendent peser de tout leur poids dans ces négociations qui auront pour objet l'avenir de l'emploi sur le site, les solutions économiques et les alternatives à l'arrêt de la production.

Pour Mathieu Lacroix, secrétaire du CSE local, « la CGT entend faire valoir ses propositions techniques pour la poursuite de la production ». À Montoir, personne ne s'attendait à une telle annonce et la colère est grande depuis le 30 octobre, date à laquelle la direction justifiait son choix par la mauvaise situation économique du marché de l'engrais. Pour Philippe Nicolas, secrétaire CGT du CSE central, « l'argument économique ne tient

pas ». En effet, les agriculteurs français ont besoin de ces engrais ammonitrates pour leurs cultures. Ce sont des engrais azotés, peu émissifs en ammoniac, plus respectueux des sols et gage de souveraineté alimentaire pour la France. Pourtant l'État se montre désintéressé, victime du syndrome de Beyrouth et de la peur de l'explosion alors qu'au Liban il s'agissait de nitrates techniques pour la fabrication d'explosifs.

Les investissements promis par l'entreprise pour mettre aux normes son système de traitement des eaux de lavage industriel, des eaux pluviales et des fumées ont été abandonnés dans l'indifférence du gouvernement. Une aubaine industrielle et économique pour la direction qui ne cache pas ses intentions de transformer le site en base logistique pour l'importation d'engrais. Des produits qui pourraient être fabriqués dans des pays aux normes environnementales et sociales moins exigeantes, en Amérique du sud par exemple.

Ce montage réduirait les coûts de production d'un groupe qui réalise déjà un milliard d'euros de bénéfices tous les ans. À la clé, plus de dividendes pour les actionnaires, sur le dos de salariés qui veulent se battre pour faire gagner leur projet de pérennisation du site, de la production et de tous les emplois menacés. Ils peuvent compter sur l'intervention des communistes et de leurs élus pour les aider à déjouer les plans de Yara.

Interview de Thomas Ollivaux

Secrétaire du syndicat CGT Société Générale Carquefou

Après plus d'un an d'inflation élevée, de crise énergétique et de baisse de pouvoir d'achat, dans quelle situation est le secteur bancaire et assurantiel ?

Il faut distinguer les banques et assurances cotées et les mutualistes mais les entreprises de nos secteurs profitent de la conjoncture actuelle. Plus les taux de la BCE sont hauts, plus les banques margent sur les crédits accordés. En ce qui concerne les assurances, elles répercutent à l'avance sur les cotisations les supposés coûts de l'inflation des sinistres qu'elles auront à indemniser. La banque et l'assurance, c'est comme au casino : C'est toujours la maison qui gagne !

Quelles sont les conséquences de ces crises sur les salariés des banques et des assurances ?

Dans nos secteurs nous subissons de plein fouet les réorganisations incessantes de nos directions. Il faut une nouvelle fois distinguer les mutualistes qui, de par une implantation locale, gardent un ancrage local qui permet de rester en prise avec le réel, avec les clients particuliers, avec la PME du coin, avec les collectivités territoriales, même si bien sûr le « Wall Street Management » s'impose de plus en plus. Pour les entreprises cotées, il n'y a plus de règles, plus rien n'a de sens. Société Générale, c'est plus de 10

milliards de dividendes en six ans, mais on continue les plans de suppression de postes, les fermetures d'agences, les délocalisations (Roumanie et Inde).

Quelles sont vos principales revendications syndicales ?

En priorité un meilleur partage de la valeur ! Nous faisons l'argent et nous voyons la richesse que nous créons s'évaporer en dividendes. Nous exigeons donc une augmentation massive des salaires. L'égalité femmes-hommes est incontournable dans des secteurs historiquement machistes, il nous faut lutter sans relâche pour que les femmes accèdent à des postes que des hommes ont en un claquement de doigt. Il faut que ça change.

En quoi le projet politique du PCF peut répondre aux aspirations des salariés de ces secteurs d'activité ?

Les salariés de nos secteurs aspirent à travailler dans de bonnes conditions, avec un bon salaire, qu'on donne du sens à leur travail et que l'on garantisse leur emploi. Le PCF, Fabien Roussel avec les Jours Heureux, proposaient un programme tourné vers le monde du travail et la création d'un pôle public financier, la nationalisation de BNP, de Société Générale, d'AXA : ça serait un bon début !



Gengis Khan

Comment les Mongols ont changé le monde

Du 14 octobre 2023 au 5 mai 2024, le Château des Ducs de Bretagne à Nantes accueille une exposition captivante, dédiée à Gengis Khan et à l'impact majeur des Mongols sur le monde. Orchestrée par Bertrand Guillet, Marie Favereau et Jean-Paul Desroches, cette exposition ambitieuse invite les visiteurs à explorer la vie et l'héritage de Gengis Khan, tout en dévoilant comment les Mongols ont façonné l'histoire mondiale.

L'empire mongol, à son apogée en 1280, s'étendait des plaines de Mongolie à l'extrême sud de la Chine, couvrant une part considérable du globe. Si Gengis Khan est souvent associé à une image de conquérant sanguinaire, cette exposition vise à démystifier ces perceptions en dévoilant la complexité de son règne.

Au cœur de cette exploration réside la *Pax Mongolica*, une période de relative stabilité et de paix sous l'empire mongol. Contrairement à la réputation de violence qui entoure les Mongols, cette ère a été caractérisée par une gestion pragmatique des territoires conquis, permettant aux populations de vivre sous un régime de paix relatif.

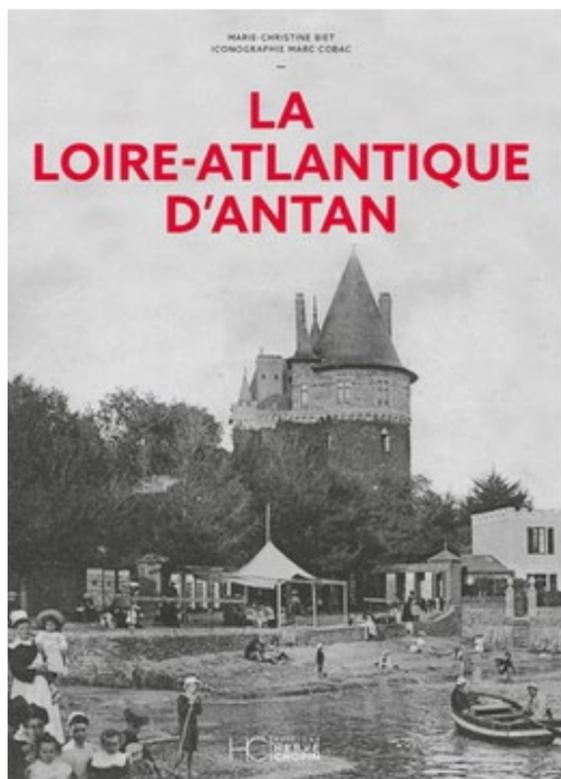


La *Pax Mongolica* a également ouvert à des voies aux échanges culturels et commerciaux d'une ampleur inégalée. Les routes commerciales de la Route de la Soie se sont développées, facilitant le commerce entre l'Orient et l'Occident. Les marchands, les artistes, les érudits et les technologies ont circulé librement, créant un pont entre les civilisations et contribuant à une période de prospérité culturelle.

L'exposition célèbre cette richesse culturelle des Mongols, mettant en avant des artefacts rares issus des trésors nationaux mongols et des musées européens prestigieux. Elle offre également un regard approfondi sur la gestion de l'empire par Gengis Khan et ses descendants, transcendant l'image simpliste de conquérants violents.

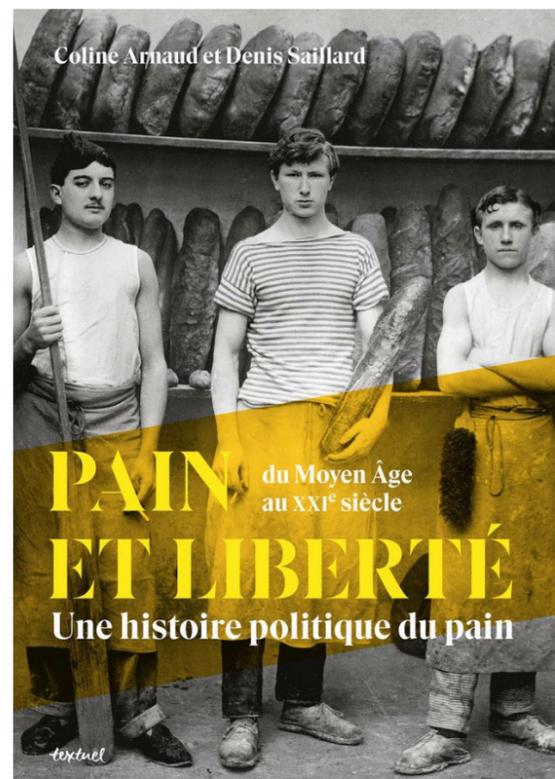
De la violence des conquêtes à la période de *Pax Mongolica*, l'exposition offre une perspective complète sur la manière dont les Mongols ont changé le monde. En revisitant l'histoire à travers des objets uniques et des récits évocateurs, elle incite les visiteurs à repenser les préjugés autour de Gengis Khan et à reconnaître l'influence profonde des Mongols sur le monde médiéval. Une expérience immersive qui s'annonce comme un véritable voyage dans le temps.

Deux livres pour les fêtes de fin d'année



Avec près de 300 cartes postales anciennes, *La Loire-Atlantique d'antan*, de Marie-Christine Biet (pour les textes), Christine et Marc Cobac (pour l'iconographie), nous dévoile une Loire-Inférieure du quotidien en noir et blanc. Classées par grandes thématiques – la mer, les fleuves et rivières, la terre, les fabriques..., les photographies ici présentées nous montrent la vie de tous les jours sur les ports ou en mer, dans les vignobles ou les marais salants, dans les fabriques et les chantiers navals, les moulins, les fermes ou encore derrière les étals des foires et marchés. Révélateur d'un département dont l'attractivité commence à être reconnue, le tourisme, à l'époque réservé à une classe sociale aisée, n'est pas oublié. (éditions Hervé Chopin ; 29,90 €)

Les historiens de la gastronomie Coline Arnaud et Denis Saillard se sont penchés, avec leur beau livre *Pain et liberté du Moyen Âge au XXI^e siècle*, sur l'élément quotidien de notre nourriture, tout du moins dans nos régions du monde. Avec pour sous-titre *Une histoire politique du pain*, cette histoire, abondamment illustrée, montre comment le pain est devenu au fil des époques le symbole même des revendications populaires. Les slogans qui ont illustré les soubresauts de notre histoire politique et sociale en font foi : « Du pain ou du plomb », crie-t-on en 1848. « Pain, liberté, dignité », clament les manifestants des printemps arabes en 2011. En contrepartie, le pain fera l'objet de toutes les attentions des pouvoirs en place qui surveilleront, parfois contrôleront directement sa fabrication et sa distribution. (éditions Textuel ; 45,00 €)



Ken Loach encore ?

Ken Loach toujours !

Un nouveau film de Ken Loach évidemment consacré à la classe ouvrière, on pourrait penser ; « rien de nouveau sous la grisaille britannique ». Et pourtant le réalisateur de 87 ans sait une nouvelle fois parler juste des gens humbles et filmer leur humanité. *The old oak* (le vieux chêne) en est la démonstration. L'arrivée de familles syriennes dans une petite ville sinistrée, autrefois théâtre des luttes des mineurs, va cristalliser les rapports entre ceux qui ruminent leur détresse et la détestation de l'étranger au pub et ceux qui conservent les valeurs de progrès et d'humanité.

Timothy, le propriétaire du pub qui survit tant bien que mal est de ceux-là. La rencontre avec une jeune syrienne va naître autour d'un objet, symbole de ce film : un appareil photo brisé par ceux qui refusent l'accueil de l'étranger. Cela va être l'occasion pour Loach de deux magnifiques séquences : une visite de l'arrière-salle du pub où les photos des mineurs en lutte sont les témoins de ce que continue à porter le bistrotier malgré la dureté de la vie, et un peu plus tard, le visionnage des photos de la jeune syrienne va faire le lien avec le passé des mineurs. Le pub deviendra le lieu du partage et de l'amitié entre les deux populations. Une belle et touchante scène de repas en commun en est le symbole en dépit de la bêtise crasse de quelques-uns.

Une nouvelle fois Ken Loach évite le piège du film militant trop didactique par son talent de cinéaste, par sa vision humaniste, par le symbole de l'image, par le regard des acteurs de ce drame. Les protagonistes sont à la fois des militants de leur cause mais avant tout des gens ordinaires qui avec leurs gestes quotidiens, refusent la haine et agissent pour la fraternité entre les femmes et les hommes. Ils font face aux horreurs de la vie et à la bêtise humaine.

« Le vieux chêne » Ken Loach est toujours debout pour notre bonheur de spectateur !



Ouvertures dominicales

Rien n'est trop beau pour les grands groupes

Depuis une dizaine d'années, les exceptions au repos dominical se multiplient en Loire-Atlantique, notamment avant les fêtes de fin d'année où nombre de communes prennent des arrêtés pour autoriser les commerces à ouvrir. Covid, grèves, trop chaud, trop froid, toutes les excuses y passent également du côté de la préfecture pour prendre le même type d'arrêté.

C'est pourtant une loi de 1906 qui instaure pour la première fois en France le repos hebdomadaire, mais depuis, nombre d'exceptions sont venues se greffer à la règle. Ce sont les gouvernements Balladur puis Fillon qui ont ouvert le bal des dérogations, achevé avec la loi Macron et ses douze dimanches ouvrables.

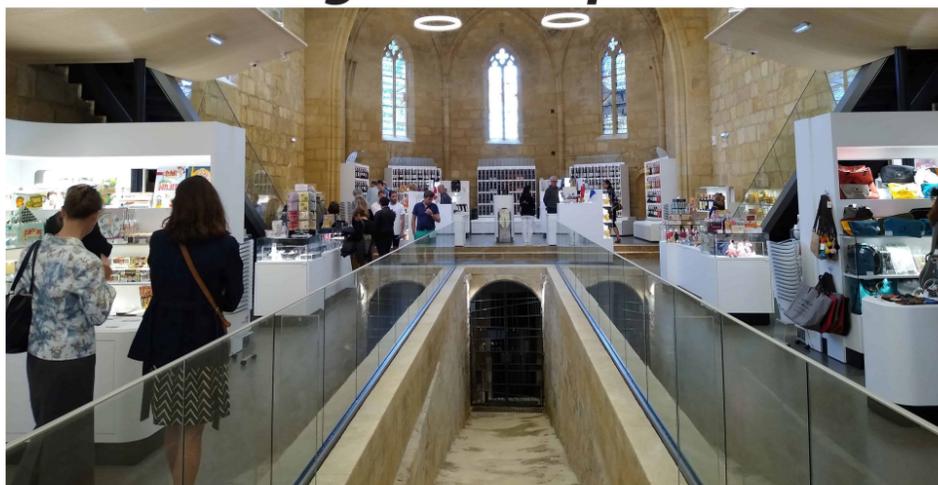
Pour Nantes Métropole, un vœu est adopté chaque année pour que les 24 communes membres ouvrent les mêmes dimanches et dans

les mêmes conditions, le tout couvert par un accord syndical qu'aucun syndicaliste digne de ce nom ne signerait car il reprend *stricto sensu* la convention du commerce sans sou de plus. Ce vœu veut être le défenseur des petits commerçants, pourtant ce sont bien les grandes surfaces qui, limitées par la taille de leurs parkings, en sont les grandes gagnantes.

Entre la liberté des grands groupes et la protection des salariés comme des habitants, en la matière, les gros poissons ont gagné car certains élus restent obsédés par l'attractivité commerciale et n'engagent aucune réflexion sur le pouvoir d'achat des clients comme des salariés.

Mais il est à noter qu'à la ville de Nantes, en octobre dernier, le vœu a été rejeté, les élus de droite ayant quitté la salle...

La religion des promos



Soldes, opérations promotionnelles, ventes flash, cartes de fidélité, déstockages, liquidations, ventes privées et maintenant Black Friday ou Cyber Monday, il y a de quoi se perdre au moment de faire ses achats. Pourtant l'inflation, elle, continue de faire monter les prix à la consommation !

Initialement, le Black Friday nous vient d'Amérique du Nord où il donne le coup d'envoi officiel des achats de Noël, chaque année le vendredi suivant Thanksgiving, et se caractérise par des promotions exceptionnelles pendant une journée. Il a bien vite débordé sur le week-end pour maintenant dépasser les quatre jours et est désormais suivi par le Cyber Monday, consacré cette fois à des offres promotionnelles en ligne.

Si les traditionnelles soldes ne suffisent plus aux commerçants, il faut dire qu'elles sont devenues une période promotionnelle un peu comme une autre, et rares sont les ventes réellement à perte dans vos magasins. Mais cela reste une période très fréquentée où certains commerçants n'hésitent pas à faire rentrer des produits de moins bonne qualité afin de vendre plus à des prix moindres.

Si le Black Friday n'est finalement qu'une invention de plus pour nous faire acheter plus, il marque une nouvelle date dans une société où le consumérisme se compare facilement à une religion. Ce culte a ainsi des temples avec ses galeries marchandes, ses célébrations annuelles aux dates des soldes et de ce vendredi noir, avec des sanctuaires comme les centres villes qu'il faudrait éternellement éclairer de la même manière pour satisfaire les disciples les plus fanatisés. Il faudra un jour sortir de la secte et être plus conscients et responsables de nos choix de consommation.

Automobile : un secteur qui renforce ses marges

En pleine COP28, la sobriété énergétique est dans toutes les têtes, notamment dans l'industrie qui trouve des solutions pour réduire le poids, la taille et le bilan carbone de ses produits. Ainsi, à l'image de l'aéronautique, l'automobile est un secteur dont les lois de la physique s'appliquent de manière implacable.

Ainsi, les coefficients de frottement et le « E=mc² » rendu célèbre par Albert Einstein sont primordiaux dans la conception d'un avion et d'une voiture. Pourtant, si l'on regarde les chiffres, il semble que les constructeurs automobile n'en ont pas conscience en Europe.

En moyenne, malgré un progrès phénoménal dans le génie des matériaux et la réduction de la taille des moteurs, le poids moyen des véhicules vendus en France prend 10 kilogrammes chaque année pour s'établir à 1 240 kg aujourd'hui, quand il était tout juste au-dessus de la tonne en 1995.

Si la sécurité, la connectivité et l'électrification ont un temps

accru le poids des voitures, l'explication ne tient pas pour les dernières années qui voient la tendance se confirmer avec la mode des SUV et celle des véhicules électriques qui dépassent largement la barre de deux tonnes.

En parallèle, le prix des voitures neuves a lui aussi pris de l'embonpoint et c'est probablement là que se trouve l'explication. Pour améliorer leurs marges, les constructeurs proposent des voitures toujours plus équipées et toujours plus grosses, du moins en apparence, et font gonfler les prix au passage. Par exemple, la base technique MQB A0 de Volkswagen, dont les premières versions sont sorties en 2012, équipe aussi bien la citadine Volkswagen Polo que le SUV Seat Arona.

Les groupes automobiles semblent surtout vouloir assurer leurs marges. Ils proposent essentiellement des modèles moyen et haut de gamme, et abandonnent les plus petites carrosseries. À l'heure où on cherche dans le véhicule électrique une certaine sobriété énergétique, ces modèles haut de gamme paraissent complètement déconnectés de la réalité.

Dark Kitchen



Si vous n'avez jamais vu sur votre restaurant préféré les mots « dark kitchen », c'est normal ! Ce vocable anglais est nouveau en français et désigne des « restaurants virtuels » ou « cuisines fantômes », accessibles uniquement en ligne via des plateformes de livraison comme Uber Eats ou Deliveroo.

La pandémie du Covid 19 les a vues fleurir un peu partout dans les grandes agglomérations, il faut dire qu'elles ont pu rester ouvertes quand d'autres restaient confinés.

Il faut dire également qu'elles permettent de réduire les coûts d'investissement et de fonctionnement, en se passant de loyers commerciaux, de personnel en salle ou de décoration... Elles peuvent aussi s'adapter rapidement à la demande et aux tendances culinaires, en proposant du jour au lendemain le dernier plat à la mode. Commander en quelques clics et se faire livrer directement chez vous ou dans les bureaux, le client ne s'aperçoit souvent même pas que ce n'est pas un restaurant qui lui a préparé son plat.

Les dark kitchens posent des questions éthiques et environnementales. En effet, elles contribuent à la déshumanisation de la restauration, en supprimant le contact direct entre le cuisinier et le client et en privilégiant la quantité à la qualité des produits, ce qui n'est pas leur priorité. Elles favorisent aussi la précarisation du travail, en recourant à des livreurs indépendants, souvent mal payés et mal protégés, sans compter la pollution générée par les emballages jetables et les trajets en scooter.

C'est un phénomène qui reflète les mutations d'une société qui d'un côté réclame du local et du durable mais tend vers toujours plus de consumérisme.



MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE
Le MJCF soutient le PCF pour les élections européennes

À la suite d'une réunion de son Conseil National les 2 et 3 décembre 2023 le MJCF a fait le choix de soutenir la liste conduite par **Léon Deffontaines** et par le Parti communiste. Nous souhaitons mettre en avant un élément essentiel, il est essentiel pour nous que notre partenaire complémentaire le PC fasse le meilleur score possible et surtout envoie des élus au parlement européen. Cela n'effacera pas nos désaccords sur la question de l'Europe. Le MJCF réaffirme donc sa volonté de sortir de l'Union européenne ce qui n'est pas le cas du Parti communiste. Mais ces différences, si elles sont importantes, font face à une proximité intellectuelle certaine. Le PCF est le seul parti à partager nos convictions internationalistes et républicaines.



Cette liste porte aussi notre ambition de rupture avec l'Union Européenne et la nécessité de construire une nouvelle coopération européenne.

Cependant il faut noter que soutien national ne veut pas dire campagne locale. Ainsi chaque fédération se mettra d'accord localement avec les différentes directions départementales du PCF. Notre mouvement a affirmé sa volonté de conduire une campagne locale et de terrain. Notre fédération a hâte de commencer cette belle campagne avec nos camarades du PCF !

Mais pour faire la campagne électorale il nous faut des moyens. Depuis le début de l'année 2023 notre fédération s'est considérablement renforcée. Nous avons conduit la lutte **pour défendre la retraite à 60 ans et pour rejeter celle à 65 ans**. Nous avons relancé début septembre notre campagne sur le bac professionnel, nous conduisons la lutte pour **la reconnaissance d'un état en Palestine et contre le massacre qui a lieu sur Gaza**. Nous sommes très présents sur la fac avec le développement de notre secteur UEC sur la base d'une campagne sur le logement et la Palestine. Cette activité nous a permis de multiplier nos effectifs départementaux par plus de deux (passant de 25 à près de 60 adhérents aujourd'hui). Beaucoup d'événements nous attendent. Une action sur le thème du travail le 18 janvier, **la semaine de la pensée marxiste sur la fac, la campagne bac pro qui va s'accroître, la préparation de la journée du 8 mars et de la manifestation pour l'égalité femmes-hommes, la campagne électorale des élections européennes.**

Ainsi, pour faire tout ça, la fédération de Loire-Atlantique du MJCF a besoin de moyens humains, ce qu'elle a, mais elle a également besoin de moyens financiers. Actuellement la situation financière de la fédération ne nous permet pas de tenir tout notre programme exposé dans l'article. Notre Vie financière et la remontée de nos cotisations sont devenues insuffisantes par rapport aux ambitions fédérales. **Ainsi, la fédération de Loire-Atlantique du MJCF se tourne vers ses camarades lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique. Nous savons votre attachement à la JC qui est l'avenir du mouvement communiste français. Ainsi nous ouvrons un appel aux dons. Nous sollicitons la générosité de chacun pour nous aider à tenir notre programme ambitieux.**

Je donne€

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Mail : Téléphone :

Bulletin et chèque à renvoyer, à **MJCF 44**, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Hommage à

Michelle Moinard

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Michelle Moinard, militante aux multiples engagements associatifs, syndicaux et politiques.

Michelle était présidente du Mouvement de la Paix à Nantes, syndicaliste CGT dans l'éducation, membre du Comité départemental du souvenir ; elle a consacré une partie de sa vie pour la paix, contre les inégalités et les injustices. Nous présentons à ses proches nos plus sincères condoléances.

René Picarda

C'est après une vie de militant bien remplie que René Picarda nous a quittés. Enseignant à Bouguenais, il était syndiqué à la CGT.

Militant du Parti communiste, il avait fait partie d'une liste aux municipales en 1971, ainsi que très récemment en 2020. Nous saluons son soutien et adressons nos sincères condoléances à son épouse Anne, ses enfants et petits-enfants ainsi qu'à ses proches.

Alimentation

Au cœur de la bataille contre la vie chère



Les militants communistes ont organisé plusieurs initiatives, ces derniers mois, de **marchés solidaires** en Loire-Atlantique, que cela soit à Guérande, aux Sorinières ou en octobre dernier à Saint-Herblain.

Cette action, militante et citoyenne, menée conjointement avec le **syndicat paysan MO-DEF 44**, a rencontré un franc succès : en 3 heures, c'est 265 kg de légumes et de pommes biologiques issus de producteurs locaux qui ont été vendus à prix coûtant, aux habitants du quartier de la Solvardière.

Preuve de l'intérêt central de **l'alimentation dans le quotidien de chacun**. Pour beaucoup, face aux fins de mois difficiles, aux factures de l'énergie qui s'alourdissent ou au montant du ticket de caisse en hausse face à l'inflation, la question de l'accès à l'alimentation est marquée par de fortes inégalités sociales.

Contre la vie chère et la précarité alimentaire, les communistes sont solidaires et se battent aux côtés des producteurs et des consommateurs pour **défendre le droit à une alimentation de qualité pour toutes et tous** permettant l'accès à des produits de qualité et à des coûts moindres.

Lors de cette vente, les échanges ont mis en exergue **l'alimentation comme enjeu économique, social, écologique et de santé publique** où il n'est plus possible de dissocier les politiques agricoles des politiques alimentaires. **Cette question sera centrale dans le cadre des élections européennes de 2024**, vis-à-vis de l'agriculture, du climat et du pouvoir d'achat. Manger sain et à sa faim !

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@orange.fr



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Pedro MAIA Tristan RAKOTOMANANA
 Benoît LUSSEAU Gabriel AUGÉAT
 Louise-Nelly VANDIEDONCK Alain BOURDEAU
 Lény OLLIVIER Rémi TESSIER

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)